

DISPOSITIF D'ENTREPRENEURIAT ACADEMIQUE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : Maison Régionale de l'Innovation – 64 A rue de Sully – 21000 DIJON

SIRET 833 661 499 00016 – APE 9499 Z

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ECA | 37 rue Elsa Triolet – Parc Valmy 21000 Dijon

T +33 (0)3 80 65 45 23

Expertise Comptable et Audit (ECA) – Société par Actions Simplifiée au capital de 136 000 € – Siège social 37 rue Elsa Triolet Parc Valmy 21000 Dijon
Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Bourgogne Franche-Comté
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes près la Cour d'Appel de Dijon
RCS Dijon 300 465 093 – SIRET 300 465 093 00049 – APE 6920 Z – N° TVA Intracommunautaire : FR 93 300 465 093



Un membre indépendant
de Moore Global Network
Limited

À l'Assemblée Générale de l'association DISPOSITIF D'ENTREPRENEURIAT ACADEMIQUE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE – DECA BFC,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association DECA BFC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre des différents projets financés, votre Association a enregistré, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, des subventions d'exploitation pour un montant total de 1.117.033 euros ainsi que des fonds dédiés pour un montant total de 271.414 euros. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et le caractère raisonnable de ces estimations ainsi que les informations fournies en annexes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dijon, le 02 juin 2025

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT

Philippe FERNANDES

Commissaire aux Comptes Associé



ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	12 294	12 294		
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	7 948	7 515	433	316
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	810		810	561
TOTAL (I)	21 052	19 808	1 243	877
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	156 558		156 558	234 151
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	797 226		797 226	600 260
Charges constatées d'avance	3 895		3 895	3 349
TOTAL (II)	957 679		957 679	837 760
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	978 731	19 808	958 923	838 637

PASSIF		Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecarts de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité		90 697	105 276
Autres			
Report à nouveau		42 448	-12 040
Excédent ou déficit de l'exercice		58 444	54 488
	<i>Situation nette (sous total)</i>	191 588	147 724
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	TOTAL (I)	191 588	147 724
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		271 414	368 487
	TOTAL (II)	271 414	368 487
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		22 576	
	TOTAL (III)	22 576	
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		145 644	167 902
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		285 926	112 024
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments de trésorerie		41 775	42 500
Produits constatés d'avance			
	TOTAL (IV)	473 344	322 426
Ecarts de conversion passif	(V)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	958 923	838 637

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service		
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 117 033	1 044 599
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	711	1 014
Utilisations des fonds dédiés	292 464	240 434
Autres produits	8	658
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 410 216	1 286 705
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	648 226	503 433
Aides financières	27 937	46 437
Impôts, taxes et versements assimilés	15 032	13 608
Salaires et traitements	326 794	301 747
Charges sociales	128 618	117 795
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	396	3 539
Dotations aux provisions	7 997	
Reports en fonds dédiés	195 391	242 266
Autres charges	3 682	3 392
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 354 073	1 232 219
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	56 142	54 486
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 301	1
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	2 301	1
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	2 301	1

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	58 444	54 488
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 412 517	1 286 706
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 354 073	1 232 219
EXCÉDENT OU DÉFICIT	58 444	54 488
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	28 756	32 650
TOTAL	28 756	32 650
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	28 756	32 650
TOTAL	28 756	32 650
TOTAL	58 444	54 488

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 958 922,62 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 58 443,65 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

L'ensemble des subventions allouées à DECA BFC concernent des subventions de fonctionnement liées à l'exploitation normale de l'Association. Ces subventions sont comptabilisées dans des comptes propres à chaque financeur, par l'utilisation de la subdivision 74 "Subventions d'exploitation".

En fonction des dépenses engagées durant l'exercice, il est neutralisé lors de l'inventaire des comptes une partie de ces subventions par le biais d'un produit constaté d'avance ou par le biais de fonds dédiés (neutralisation des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, et qui n'ont pu encore être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard).

Dans le cas où les dépenses subventionnables ne seraient pas atteintes, une provision pour risque de reversement peut être comptabilisée.

Les financeurs de l'activité de l'Association, au titre de l'exercice, sont :

- MESRI
- FNADT
- CRBFC
- Dijon Métropole
- Grand Besançon
- Grand Belfort
- Auxerre
- AgroSup
- BSB
- ENSSM
- UFC
- UBFC
- UB
- UTBM
- ECLA LONS
- PUI-BFC

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient

de décrire :

L'objet social de l'entité :

DECA-BFC, depuis 2017, a pour mission de favoriser la création d'entreprises innovantes à partir de projets scientifiques ou technologiques, issus ou liés à la recherche publique. DECA-BFC œuvre à l'optimisation du maillage territorial de la Bourgogne - Franche-Comté. Aux côtés du MESRI, de la Région Bourgogne - Franche-Comté et des Etablissements d'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ce sont 12 collectivités territoriales qui se sont associées à la dynamique de l'incubateur dans une perspective d'attractivité et de créations d'emplois sur leurs territoires. Mis à part le financement qu'elles apportent aux projets qui s'y implantent, les collectivités sont des référents essentiels pour DECA-BFC.

Outre l'accompagnement individualisé par un chargé d'affaires et un chef d'entreprises parrain, les startuppeurs bénéficient d'une incubation collective avec les ateliers de l'entrepreneuriat qui leur permettent de transformer leur projet scientifique/ technologique innovant en projet d'entreprise et surtout d'évoluer vers la stature de chef d'entreprises. Bien plus, le réseau dont dispose DECA-BFC, y compris au niveau national, permet de mettre en relation les porteurs avec les principaux acteurs de l'innovation pour une optimisation de leur plan de financement.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'accompagnement est réalisé au niveau de la région Bourgogne Franche-Comté.

Les moyens mis en œuvre :

Pour réaliser sa mission sociale, l'association propose un accompagnement individualisé et la mise à disposition de locaux.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût de production.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériel de bureau	3 ans
- Matériel informatique	3 ans

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d'exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	12 293,60		
CORP.	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	7 433,94		513,98
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	7 433,94		513,98
FIN.	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		561,00		480,00
		TOTAL	561,00		480,00
TOTAL GENERAL			20 288,54		993,98

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessons		
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			12 293,60	
CORP.	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Matériel de transport Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			7 947,92	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			7 947,92	
FIN.	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières			231,00	810,00	
		TOTAL		231,00	810,00	
TOTAL GENERAL				231,00	21 051,52	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		12 293,60			12 293,60
TOTAL		12 293,60			12 293,60
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.				
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	7 118,24	396,26		7 514,50
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		7 118,24	396,26		7 514,50
TOTAL GENERAL		19 411,84	396,26		19 808,10

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES		
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	810,00		810,00
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 558,42	1 558,42	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	coll. publiques	155 000,00	155 000,00	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	3 894,86	3 894,86	
	Charges constatées d'avance			
TOTAUX		161 263,28	160 453,28	810,00
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	3 894,86
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	3 894,86

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	155 048,81
Disponibilités	
TOTAL	155 048,81

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	105 275,77				90 696,77
Autres réserves				14 579,00	
Report à nouveau	-12 039,53	54 487,51			42 447,98
Excédent ou déficit de l'exercice	54 487,51	-54 487,51	58 443,65	54 487,51	58 443,65
TOTAUX	147 723,75		58 443,65	69 066,51	191 588,40

TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
2022-02 TRIBHOUT	5 542,00		5 542,00				
2022-04 DUFOURMANTELLE	15 000,00		15 000,00	15 000,00			
2022-05 LAUZET	5 000,00		5 000,00				
2022-06 HADJAB	9 120,00		9 120,00				
2022-07 BLANCHARD	2 876,44		2 876,44				
2022-08 DE FAVERGES	4 812,00		4 812,00				
2022-10 SVENSDOTTER	4 105,24		4 105,24				
2022-11 SARI	7 200,00		7 200,00				
2022-12 CHARPENTIER	15 000,00		15 000,00				
2022-13 DANANCHET	15 000,00		15 000,00				
2022-14 MIZOULE	13 116,64		13 116,64				
2022-15 RAUSCENT	10 750,60		10 750,60				
2022-16 MOURRE	2 026,00		2 026,00				
2022-17 FRANC	3 712,34		3 712,34				
2022-19 ROSSI	12 960,00		12 960,00				
2023-01 GONCALVES	13 200,00		13 200,00				
2023-03 EL ALAOUI	13 706,00		13 706,00				
2023-04 GAUTHIER Théo	2 400,00		2 400,00				
2023-05 BOURAGA	15 000,00		15 000,00	340,00			
2023-06 GREATTI	5 541,54		1 800,00			3 741,54	
2023-07 HENNI	11 070,00		6 294,00			4 776,00	
2023-08 CONSTANTINESCU	13 706,00		13 706,00				
2023-09 WASORIA	13 389,00		5 266,00			8 123,00	

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

2023-10 GARNIER	7 562,00	5 406,00	2 156,00
2023-11 CONTRERAS	14 999,54	3 123,86	11 875,68
2023-12 MULTIVOLT	14 280,00	14 280,00	12 597,00
2023-13 JABOVISTE	15 000,00	2 460,07	12 539,93
2023-14 CASTANEDO	15 000,00	4 905,02	10 094,98
2023-15 MAGO	15 000,00	15 000,00	
2023-16 SIRACUSA	15 000,00	9 055,50	5 944,50
2023-17 ZEIL	13 706,00	13 706,00	
2023-18 KERBAGE	15 000,00	5 610,00	9 390,00
2023-19 JULLIAND	13 706,00	7 224,00	6 482,00
2023-20 VASI	15 000,00	14 100,00	900,00
2024-01 CASSARD		14 980,01	14 980,01
2024-03 TERUEL		8 101,00	8 101,00
2024-04 DUHN		15 000,00	15 000,00
2024-06 THIPISEE		270,00	270,00
2024-07 HYDROLOGIS		15 000,00	15 000,00
2024-08 AYDONIE		13 400,00	13 400,00
2024-09 BIOALVA		10 140,00	10 140,00
2024-10 BOUIRY		15 000,00	15 000,00
2024-11 BRANDS		15 000,00	15 000,00
2024-12 HERLEM		15 000,00	15 000,00
2024-13 DAHMANI		15 000,00	15 000,00
2024-14 DOUHARD		15 000,00	15 000,00
2024-15 GODARD		13 500,00	13 500,00
2024-16 BOUVIER		15 000,00	15 000,00
TOTAL	368 487,34	292 463,71	256 414,64

TOTAL

27 937,00

256 414,64

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	145 643,60	145 643,60		
Personnel & comptes rattachés	27 045,27	27 045,27		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	41 392,53	41 392,53		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	217 487,92	217 487,92		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)				
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	41 775,00	41 775,00		
TOTAUX	473 344,32	473 344,32		

- Renvois
- (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
 - Emprunts remboursés en cours d'exer.
 - (2) Montant divers emprunts, dett/associés

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits constatés d'avance correspondent principalement à des subventions.

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	41 775,00
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	41 775,00

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121 126,64
Dettes fiscales et sociales	50 877,06
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	172 003,70

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 19 326,00 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 3,35 %

Table de mortalité INSEE 2019

Départ volontaire à 62 ans

Taux de turn over moyen

L'engagement de retraite a été comptabilisé en provisions pour charges. L'impact de ce changement de méthode à l'ouverture a été imputé en totalité sur les capitaux propres au débit du compte "autres réserves".

Ce changement de méthode impacte le résultat 2024 à hauteur de 7 997 €.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires en nature ont été suivies tout au long de l'exercice et correspondent aux heures relatives aux comités de sélection, comité de suivi, ateliers, témoignages et réunion stratégique.

Un total de 579,50 heures a été recensé valorisé entre 2 et 4 fois le SMIC selon les types de prestations, avec un taux de charges moyen de 38% . Au total, la valorisation de ces contributions est 28 756€ chargé.

ENGAGEMENTS REÇUS

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						
TOTAL						

COMMISSAIRES AUX COMPTES**ECA**

37 rue Elsa Triolet
21000 DIJON

Le montant des honoraires versés au commissaire aux comptes au titre de la certification des comptes est de 3 912 €.

LES EFFECTIFS

	31/12/2024	31/12/2023
Personnel salarié :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :	6,00	6,00
Ingénieurs et cadres	2,00	2,00
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	4,00	4,00
Ouvriers		